

Appel à communication –
Numérisation généralisée de la société : acteurs, discours, pratiques et enjeux
Montréal, Université du Québec à Montréal (UQAM)
les 2, 3 et 4 mai 2018

Le terme « numérique » est partout et associé à une multitude d'activités dans nos sociétés capitalistes avancées. Les informations circulent pour la plupart sous la forme d'un codage informatique binaire. Des dispositifs de toutes sortes (ordinateurs, téléviseurs, tablettes, consoles de jeux vidéo, téléphones multifonctionnels) et des réseaux (filaire, satellites, micro-ondes, etc.) sont utilisés dans les sphères tant privées que publiques de nos vies quotidiennes, sphères dont les frontières traditionnelles tendent désormais à se brouiller de plus en plus. Il est question de « culture numérique » en référence aux usages des technologies faisant appel au numérique et à l'emploi d'algorithmes nécessitant un minimum d'interactivité. On parle même couramment d'« ère numérique », voire de « révolution numérique ». Bref, le « numérique » est omniprésent dans un grand nombre de discours et de pratiques. Mais à quoi ce terme fait-il au juste référence ? Quels types de discours y sont associés ? Quels sont les acteurs sociaux, institutions publiques, entreprises privées et composantes de la société civile qui le reprennent à leur compte en l'incorporant dans leurs activités au quotidien ? Et quels en sont les enjeux d'ordre culturel, informationnel et communicationnel ?

Voici quelques-unes des questions qui seront au cœur du colloque international *Numérisation généralisée de la société : acteurs, discours, pratiques et enjeux* qui se tiendra à l'UQAM (Montréal) les mercredi 2, jeudi 3 et vendredi 4 mai 2018. À cette occasion, l'accent ne sera pas seulement mis sur le « numérique » en tant que tel, mais également, comme l'indique le titre du colloque, sur l'idée que la « numérisation généralisée de nos sociétés » renvoie au processus historique de longue durée à travers lequel tous les domaines d'activités de la société sont concernés et à la manière dont ils sont reconfigurés par celui-ci.

Cet événement, organisé par le Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS), s'adresse tout d'abord à un public universitaire, professeur.e.s, chercheur.e.s et étudiant.e.s. Il vise principalement des personnes inscrivant leurs recherches dans le cadre des études en communication, mais pourra aussi concerner sociologues, politologues, économistes et philosophes intéressé.e.s par les thèmes traités. Par ailleurs, de par la nature de ces derniers, cet événement s'adresse à un second public cible, non-académique, celui des acteurs sociaux provenant des secteurs public, privé et associatif dont les activités sont liées aux problématiques et enjeux discutés pendant ces trois jours. Il s'agit des transformations 1) des médias et de la culture, 2) des pratiques de surveillance, 3) de la production et de la circulation de l'information ainsi que des rapports entre communication et politique, 4) des épistémologies des recherches consacrées à la culture, à l'information et à la communication, dans le contexte de la généralisation de la numérisation dans nos sociétés.

Premièrement, sont abordées les mutations actuelles des médias et de la culture dans un contexte où le « numérique » affecte aussi bien les modes de création, de production et de financement que les réseaux de circulation des contenus et les pratiques culturelles elles-mêmes. Le

fonctionnement même des filières culturelles, voire les filières elles-mêmes (cinéma, télévision, édition littéraire, musique enregistrée, etc.) se trouvent remis en cause. De nouveaux acteurs, souvent propres à l'ère numérique, s'immiscent dans les fragiles équilibres antérieurs tandis que la formation d'une nouvelle filière en tant que telle, celle du web, est parfois évoquée. Les politiques de soutien à la culture sont également touchées avec le questionnement des règles de gouvernance socioéconomique et sociopolitique, et des formes culturelles inédites prises par les créations symboliques. On retrouve alors des enjeux tels que la souveraineté culturelle, le financement de la production, les transformations des métiers des secteurs des médias et de la culture, ou encore les modalités spécifiques de la consommation culturelle.

Deuxièmement, l'attention est portée sur les nouvelles formes de surveillance dans leurs dimensions informationnelles et communicationnelles. Certes, les problématiques de surveillance et de contrôle ont toujours fait partie intégrante des dynamiques sociales depuis l'apparition de la société moderne. Toutefois, dans le contexte des transformations sociales, politiques, économiques et culturelles contemporaines, une intensification de la surveillance et du contrôle est plus que manifeste et, justement, cette problématique est amplifiée par la numérisation généralisée de nos sociétés traduite notamment par la place prise par les *Big Data*. Là encore, de nouvelles formes de surveillance sont mises au point et redessinent les rapports entre les êtres humains ainsi qu'entre l'humain et la technique. Des enjeux tels que ceux du respect de la vie privée et du rôle croissant des algorithmes dans les prises de décision s'avèrent de ce fait de plus en plus fondamentaux.

Troisièmement, il s'agit de s'intéresser à la production et à la circulation de l'information, ainsi qu'aux rapports entre communication, information et politique. La numérisation joue en effet un rôle majeur dans les changements qui affectent tant les conditions globales de production, que plus précisément les pratiques de travail. Elle renouvelle le défi permanent du financement de cette production et même de l'exercice du métier de journaliste. Certains enjeux relèvent en outre de l'appropriation citoyenne et militante des technologies médiatiques dans les pratiques communicationnelles qui s'intensifient au sein de nos systèmes politiques. Enfin, elle pose, en de nouveaux termes, des débats comme celui de la « nécessaire » transparence de nos démocraties face, par exemple, à la pratique traditionnelle du « secret d'État ».

Quatrièmement, la numérisation généralisée de nos sociétés s'insinue de plus en plus dans les disciplines et les pratiques scientifiques. Elle donne lieu au développement d'un nombre considérable de recherches dont certaines se revendiquent des « humanités numériques ». À partir de la prise en compte des travaux qui ont porté depuis des décennies sur de multiples aspects des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans nos sociétés, il est important d'analyser ce développement des prétendues « humanités numériques » d'un point de vue critique ou plus largement de s'interroger sur la manière dont le « numérique » affecte la production de savoir, sa diffusion ou sa réception.

Les interventions devront, soit s'inscrire dans l'un des quatre axes mentionnés, soit se situer aux carrefours de plusieurs d'entre eux. La contribution attendue pourra être de nature théorique ou faire état des résultats d'une recherche empirique. Les intervenant.e.s sont par ailleurs invité.e.s à adopter une démarche réflexive par rapport à leurs propres pratiques, en lien avec le terme « numérique » tel qu'ils, elles le mobilisent, et à prendre position par rapport au fait de parler plus

globalement d'une « numérisation généralisée de nos sociétés ». Seront privilégiées les propositions qui accordent une place centrale aux contextes structurants tout en étant attentives aux innovations d'ordres individuel et collectif, qui conjuguent le temps présent et le temps long, les recherches macro et micro. Ainsi, l'heuristique des travaux dont il sera fait part pourra être fondée sur l'analyse de la quotidienneté ou sur une échelle historique plus vaste. Selon les questionnements, pourront être mobilisées, soit des méthodes ethnographiques accordant la priorité au temps présent, soit des méthodes d'analyses documentaires se situant dans la « longue durée » historique. D'où d'ailleurs l'intérêt de considérer que, s'il est pertinent de parler aujourd'hui de « numérisation généralisée » de la société, il importe de rappeler que, par le passé, ont existé des phénomènes et des processus qui, bien que faisant appel à d'autres vocables, partagent avec lui des points communs, dont par exemple celui d'« informatisation » de nos sociétés.

Comité scientifique

France AUBIN, professeure, Département de lettres et communication sociale, UQTR, Trois Rivières, Québec, Canada

Éric GEORGE, professeur, École des médias, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Oumar KANE, professeur, Département de communication sociale et publique, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Ndiaga LOUM, professeur, Département des sciences sociales, UQO, Gatineau, Québec, Canada

Martin LUSSIER, professeur, Département de communication sociale et publique, UQAM, Montréal, Québec, Canada

André MONDOUX, professeur, École des médias, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Michel SÉNÉCAL, professeur, Département Sciences humaines, lettres et communications, Université TÉLUQ, Montréal, Québec, Canada

Comité organisateur

Simon CLAUS, étudiant, doctorat en communication, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Éric GEORGE, professeur, École des médias, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Lena HÜBNER, étudiante, doctorat en communication, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Oumar KANE, professeur, Département de communication sociale et publique, UQAM, Montréal, Québec, Canada

Michel SÉNÉCAL, professeur, Département Sciences humaines, lettres et communications, Université TÉLUQ, Montréal, Québec, Canada

Informations pratiques

Le colloque se tiendra en langue française.

Date-limite de réception des propositions : le lundi 8 janvier 2018

Contenu des propositions : prénom et nom, statut et institution, titre, choix d'un axe (ou de plusieurs), résumé comprenant entre 3000 et 4000 caractères espaces compris (éléments bibliographiques non compris).

Date-limite d'envoi des acceptations et des refus des propositions : le lundi 29 janvier 2018

Dates de la tenue du colloque : les mardi 2, mercredi 3 et jeudi 4 mai 2018

Date-limite de réception des textes en vue de la réalisation des actes : le lundi 4 juin 2018

Pour tout contact : centrecricis@gmail.com